

Bertrand Martinot

Chômage :  
inverser la courbe

MANITOBA /  
LES BELLES LETTRES





*Collection*  
*Entreprises et société*

*Sous la direction de Bernard Deforge*  
*et Laurent Acharian*

OUVRAGES DE LA COLLECTION  
« ENTREPRISES ET SOCIÉTÉ »

Xavier Fontanet,  
*Si on faisait confiance aux entrepreneurs*, 2010

Jean Emmanuel Combes,  
*Pour que votre retraite soit un succès*, 2011

Laurent Acharian, Philippe Degonzague, Marc Gerretsen,  
*Les Cent Jours des dirigeants*, 2011

Sylvie Gilbert,  
*Femmes d'altitude*, 2012

Maurice Thévenet,  
*Managers en quête d'auteur*, 2012

Institut Montaigne,  
*Réformer par temps de crise*, 2012

Patrick Artinian,  
*Visages de France 2012, ma campagne électorale*, 2012

Institut Montaigne,  
*Intérêt général, que peut l'entreprise ?*, 2013

Edgard Added, Carine Dartiguepeyrou,  
*Image et rayonnement du DRH*, 2013

Arnaud Robinet et Jacques Bichot,  
*La Mort de l'État providence*, 2013

# CHÔMAGE : INVERSER LA COURBE



BERTRAND MARTINOT

CHÔMAGE :  
INVERSER LA COURBE

PARIS

MANITOBA / LES BELLES LETTRES

2013

*Pour consulter notre catalogue  
et découvrir nos nouveautés  
[www.lesbelleslettres.com](http://www.lesbelleslettres.com)*

*Retrouvez Les Belles Lettres  
sur Facebook et Twitter.*

*Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation  
réservés pour tous les pays.*

*© 2013, Société d'édition Les Belles Lettres,  
95, boulevard Raspail, 75006 Paris.*

*ISBN : 978-2-251-90031-5*

## PRÉFACE

*Pourquoi l'Institut Montaigne publie Chômage : inverser la courbe ? Depuis sa création en 2000, l'objectif de l'Institut Montaigne est de formuler des propositions concrètes à destination des pouvoirs publics afin d'améliorer la compétitivité de notre pays, et donc sa situation économique, d'une part, et de renforcer sa cohésion sociale, d'autre part.*

*En treize ans, nous avons publié une centaine de documents sur le marché du travail, la santé, les retraites, les finances publiques, la justice, mais aussi l'éducation, l'enseignement supérieur... Contributions au débat public, nos ouvrages, nos études et nos rapports sont toujours construits à partir de diagnostics solides, qui donnent lieu à de nombreuses comparaisons internationales. Leur rédaction permet de faire travailler ensemble des dirigeants d'entreprise, des universitaires et des hauts fonctionnaires. Les propositions qu'ils formulent sont pragmatiques et ont vocation à être soumises aux décideurs publics.*

*Après Réformer par temps de crise (mai 2012) et Intérêt général : que peut l'entreprise ? (janvier 2013), nous publions aux Belles Lettres Chômage : inverser la courbe. Son auteur, Bertrand Martinot, est économiste, ancien conseiller social à la présidence de la République (2007-2008) puis délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle du ministère de l'Emploi (2008-2012), alors que sévissait la plus grave crise économique traversée par notre pays depuis la Seconde Guerre mondiale. Il est l'un des meilleurs spécialistes français de la question du chômage, des politiques de l'emploi et du dialogue social. Son expérience reconnue de praticien et d'expert dans ces matières et sa connaissance des mécanismes de la décision publique font de cet essai un témoignage unique pour comprendre les*

*racines profondes du chômage français et les politiques qui permettraient de le réduire.*

*Touchant près de 11 % de la population active, le chômage en France pourrait bien dépasser tous les niveaux connus depuis que nous disposons de statistiques sur le sujet. Avec une spécificité qui constitue depuis longtemps le « mal français » : depuis trente ans, le chômage dans notre pays ne parvient pas à descendre en-deçà de 8 %, même en période de forte croissance, ce qui nous distingue de la plupart de nos voisins européens. La société française est à la fois anesthésiée et fataliste face à ce phénomène. Malgré 50 milliards d'euros injectés chaque année dans la lutte contre le chômage, tout se passe comme si nous nous étions résignés face à un chômage considéré comme « normal ». De fait, le plein emploi n'est plus vraiment un objectif assumé par nos politiques économiques et sociales.*

*Les dix chapitres percutants de cet essai s'inscrivent parfaitement dans la démarche de l'Institut Montaigne et de ses précédents travaux. L'auteur y dresse un constat aussi complet que limpide de la situation de notre marché de l'emploi, de ses dysfonctionnements, de ses absurdités, mais aussi de ses réussites, et esquisse des pistes pour l'avenir. Il plaide pour une réforme du SMIC, de l'indemnisation du chômage et de la politique de l'emploi. Il invite à définir les contours d'une flexicurité « à la française », prône une baisse massive des charges sociales et propose des voies multiples d'amélioration de la régulation de l'emploi pour laisser plus de place au dialogue social. Un projet politique ambitieux adressé à tous les gouvernements.*

Laurent BIGORGNE,  
directeur de l'Institut Montaigne.

## INTRODUCTION

Nous autres, Français de 2013, avons l'indignation sélective. Nous dénonçons la cupidité des grands patrons, nous vitupérons les licenciements boursiers inventés par le monde de la finance mondialisée, nous fourbissons nos armes pour défendre les services publics, nous frémissons devant les images très télégéniques de nos morts industrielles. Mais, somme toute, nous montrons assez peu d'indignation contre le chômage et le sort réservé à tous ceux qui n'ont pas la chance d'être protégés par un statut. De ce point de vue, et après plus de trente ans de pénurie d'emplois, notre seuil de résistance à la douleur s'est considérablement élevé. Au point que la plupart d'entre nous considèrent, comme jadis le Président Mitterrand, qu'en la matière, c'est bien connu, « on a tout essayé<sup>1</sup> ».

En se rapprochant de 11 % de la population active vers la fin de l'année 2013, le taux de chômage en France rejoint ses records historiques. Ce chiffre signifie concrètement qu'environ 3,4 millions de nos concitoyens, disponibles pour travailler et recherchant effectivement un emploi n'ont pas pu travailler dans la semaine précédant l'enquête conduite par l'INSEE. Rapporté à la part de la population active susceptible de connaître un épisode de chômage – ce qui amène à exclure notamment les emplois publics et les professions réglementées –, le taux de chômage s'établit au niveau insoutenable de 18 %, soit plus d'un actif « à risque » sur six.

---

1. François Mitterrand, entretien télévisé, 14 juillet 1993.

Il n'est pas besoin de s'appesantir sur l'immense gâchis humain, économique et financier que représente un chômage de masse persistant. Au-delà des conséquences directes sur les comptes publics en général et la situation financière de notre protection sociale en particulier, sur le bien-être, sur les conséquences en matière de santé, sur les conditions de vie ou encore la perte d'estime de soi pour les personnes qui tombent dans la trappe à chômage, on n'insistera jamais assez sur les sombres perspectives d'une société minée par une pénurie de travail : une société énervée, marquée par la peur, la méfiance vis-à-vis du monde extérieur, où chacun essaye de reporter sur l'autre le poids des ajustements économiques. *A contrario*, une société de plein emploi est une société plus ouverte à l'innovation et à la prise de risques, une société où celui qui s'engage dans un nouveau métier ou dans un secteur prometteur mais incertain bénéficie d'une garantie implicite en cas d'échec.

De nouveau, le fatalisme s'est installé au plus haut niveau dans le paysage politique et social. Le retour au plein emploi, thème réapparu furtivement dans le débat public au début des années 2000<sup>2</sup>, n'est plus un objectif politique. Il est considéré comme une utopie, voire comme une provocation. Il est significatif, alors même que l'emploi est de loin la première préoccupation des Français, qu'aucun candidat aux élections présidentielles de mai 2012 ne se soit engagé sur une quelconque réduction du chômage. On a pu ces dernières années fixer des objectifs chiffrés très ambitieux de diminution de la délinquance, de nombre de décès sur les routes, de construction de logements, de réduction des déficits publics et même de réduction du taux de pauvreté. Mais aucun gouvernement ne se risque plus à affirmer que sa politique devrait entraîner une forte diminution du chômage. D'ailleurs, aucune projection économique officielle, même à l'horizon 2020, ne table sur une baisse massive du chômage. Faut-il y avoir la marque d'une prudence de bon aloi ou d'un fatalisme inquiétant ?

Dans le même temps, on constate que plusieurs pays voisins ont gagné la bataille contre le chômage. L'Allemagne, homme malade de

---

2. Voir le rapport *Plein emploi*, de Jean Pisani-Ferry (Conseil d'analyse économique, septembre 2000), commandé par le Premier ministre Lionel Jospin. Cet auteur avait également évoqué cet horizon dans un ouvrage paru l'année suivante (*La Bonne aventure*, La Découverte, Paris) dans lequel il chiffrait le taux de chômage de plein emploi à environ 5 %.

l'Europe au début des années 2000, est aujourd'hui dans une situation de quasi plein emploi malgré la crise économique. Des pays européens aussi différents que les Pays-Bas, l'Autriche et le Danemark connaissent depuis de nombreuses années des niveaux de chômage faibles, voire très faibles. Il en est de même de la Suède, pays qui avait pourtant connu des taux de chômage record dans les années 1990. Quant au Royaume-Uni, parti d'un niveau de chômage extrêmement élevé dans les années 1980, il avait su renouer avec une situation de plein emploi avant la crise. On remarquera que le point commun à tous ces pays n'est pas d'avoir adopté un même modèle consistant à détruire l'État-providence. Il est d'avoir procédé, soit dans les années 1990, soit au début des années 2000, à des réformes économiques et sociales très profondes, mettant véritablement l'emploi au cœur de leur modèle, ce qui a plutôt conforté leur cohésion sociale.

Il semble pourtant difficile d'imputer la contre-performance française à l'inaction de nos gouvernements. De fait, ceux-ci sont constamment sur la brèche et leur énergie est apparemment inépuisable. Chaque intervention télévisuelle du chef de l'État sur la politique intérieure comporte depuis les années 1970 une séquence consacrée à la question de l'emploi. De grands plans pour les jeunes en programmes pour les seniors en passant par des « plans rebond » pour les chômeurs de longue durée, de « batailles pour l'emploi » en « mobilisation contre le chômage », de lutte « coûte que coûte » en « priorité absolue », l'intervention politique en la matière est foisonnante et apparemment marquée du sceau du volontarisme. Cet activisme forcené se traduit par un accroissement continu des moyens d'intervention des pouvoirs publics, État et collectivités locales. Les instruments d'action se sont diversifiés. Les crédits consacrés à l'emploi sont largement sanctuarisés dans les arbitrages budgétaires. Mais rien n'y fait. Malgré les quelque 50 milliards d'euros injectés chaque année dans le système, personne ne croit sérieusement en France que la politique de l'emploi a un impact significatif sur le chômage. Au mieux, on fait « tourner la file d'attente ».

Au vu des moyens déployés et du volontarisme gouvernemental, la question du chômage peut s'apparenter en France à une « étrange défaite », qui n'est pas sans analogie avec l'analyse que faisait Marc Bloch de la catastrophe militaire de mai-juin 1940. Même si cette comparaison peut sembler outrée, elle mérite d'être poussée jusqu'à ses limites. C'est que dans les deux cas, en effet, l'échec n'est dû ni à

une insuffisance de moyens, ni à une mobilisation défailante, encore moins à l'existence d'une « cinquième colonne ». Il réside dans l'obsolescence des doctrines, dans les dysfonctionnements de la prise de décision et dans le manque de courage, de constance et de lucidité de la plupart des acteurs politiques et sociaux.

Comme dans les années 1930, notre pays souffre d'un excès de symboles. Trop de symboles, trop de polémiques, trop d'idéologie, pas assez d'action déterminée et maintenue dans la durée. Emportée par les passions et la nécessité de réagir dans l'instantané, l'action publique en matière d'emploi se concentre trop souvent sur les mauvais objets et, partant, n'agit qu'à la marge et se disperse dans les effets d'annonces non suivis d'effets. Il est donc indispensable de revenir à des analyses sereines, rationnelles, à la hauteur des chocs économiques qui affectent le fonctionnement du marché du travail.

Durant plusieurs années, j'ai été tour à tour ou simultanément analyste, observateur, témoin privilégié et acteur des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle. C'est de cette expérience que ce livre porte témoignage. Il expose, vu de l'intérieur, comment ont été conçues et conduites les politiques de l'emploi au cours des dernières années. Il décrypte le jeu des acteurs politiques et sociaux qui a abouti à cette situation. Il explique pourquoi nos politiques de l'emploi sont mises en échec depuis tant d'années. Enfin, il présente les principales actions à mener pour parvenir à une diminution tendancielle du chômage. Au bout du compte, le lecteur sera, je l'espère, convaincu que la fatalité n'est pas de mise, pour peu que nous sachions faire les bons diagnostics et emprunter les bons chemins, qui ne sont évidemment pas ceux de la facilité.

## UN CHÔMAGE « NORMAL » ?

Depuis les années 1970, le monde a connu la révolution numérique, les prix des matières premières ont fluctué dans des proportions inédites, l'économie-monde a basculé du côté des pays émergents, les théories économiques ont été profondément renouvelées, l'économie a connu plusieurs cycles de croissance et de récession, les alternances politiques ont été nombreuses et diverses. Pourtant, au milieu de tous ces bouleversements, une triste réalité française est demeurée inchangée : le chômage a obstinément stagné au-dessus de 8 % chaque année depuis un quart de siècle – si l'on écarte une excursion légèrement en-deçà, à 7,4 %, pour la seule année 2007.

On pourrait arguer que le chômage de masse découle tout naturellement des chocs à répétition que subit, comme par malchance, l'économie française. Il est vrai que depuis les années 1970, une crise chasse l'autre. De fait, il se trouve toujours une révolution technologique, une flambée des prix du pétrole, une malfaçon de la construction européenne ou une crise monétaire ou financière pour venir perturber ce qui serait un fonctionnement « normal » de l'économie. Il semble donc toujours possible de renvoyer la perspective d'une baisse durable du chômage à un retour à meilleure fortune, où les conditions seraient enfin réunies pour une croissance stable et régulière. Après tout, la croissance finira bien par revenir, qui tirera de nouveau l'emploi vers le haut et ramènera le chômage à un niveau politiquement acceptable. Tel est le calcul inavoué, depuis longtemps, de bon nombre de responsables politiques. Or c'est un très mauvais calcul, que nous payons chèrement aujourd'hui.

En réalité, le chômage est devenu « normal » en France, non pas comme conséquence mécanique de l'affaiblissement de la croissance, mais en raison des mauvaises réponses qui y ont été apportées par l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux. Autrement dit, les mécanismes qui permettent à certains pays de revenir à une situation proche du plein emploi, même lorsque l'économie tourne au ralenti, ne fonctionnent tout simplement pas en France. Il est indispensable de bien prendre la mesure de ce phénomène.

### *Anatomie du chômage français*

Le chômage de masse n'est évidemment pas une spécificité française. C'est une pathologie qui touche ou a touché à divers moments tous les pays développés depuis les années 1970. Si l'on observe la situation actuelle, la comparaison avec les pays voisins pourrait d'ailleurs sembler rassurante. À la suite d'un niveau de destruction d'emplois, en 2008 et 2009, inédit depuis le premier choc pétrolier, les États-Unis peinent à recréer de l'emploi et connaissent un niveau de chômage difficilement supportable au regard de la faiblesse de leur filet de protection sociale. Le Royaume-Uni, tant vanté pour ses réformes passées, a retrouvé, après une glissade économique vertigineuse, un taux de chômage sans précédent depuis les réformes de l'ère Thatcher. L'Union européenne dans son ensemble connaît un chômage supérieur à celui de la France. Les exemples de l'Espagne, du Portugal, sans parler de la Grèce, pourraient même nous inviter à un lâche soulagement. Quant aux étonnantes performances allemandes, elles sont incontestables, mais peuvent être en partie expliquées et ternies par un contexte démographique très inquiétant de déclin de la population active. Au total, on pourrait conclure que, somme toute, la France a relativement bien amorti le choc de la crise de 2008 et a obtenu ces dernières années des résultats assez honorables en matière d'emploi.

Malheureusement, cette photographie instantanée ne fait pas justice des spécificités françaises, qui font de notre pays, sur la durée, l'un des plus mauvais élèves de la classe occidentale. C'est que le chômage français possède plusieurs caractéristiques particulièrement inquiétantes.

La première, la plus évidente, c'est l'exceptionnelle persistance du chômage de masse et notre incapacité à le ramener à un niveau raisonnable lorsque l'économie repart. Un rapide survol historique permet de

prendre la mesure de cette situation. Ainsi, du milieu des années 1980 à aujourd'hui – période ayant l'avantage de couvrir plusieurs cycles économiques –, le taux de chômage en France s'établit en moyenne à 9 % de la population active. Des pays aussi différents que les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et les pays scandinaves ont été capables, sur cette longue période, d'offrir des emplois à une plus forte proportion de ceux qui en cherchaient. Surtout, même si ces pays ont parfois connu des épisodes de récession et de chômage dramatiques, ils se sont montrés capables de profiter des périodes de croissance pour revenir à une situation proche du plein emploi, là où le chômage en France ne perceait jamais le plancher de 8 %.

Un examen plus attentif des données révèle que cette mauvaise performance française n'est pas générale, mais qu'elle se concentre pour l'essentiel sur les actifs les moins qualifiés, qu'ils soient jeunes ou adultes. Certes, ce n'est pas une surprise. Dans tous les pays, le marché du travail est impitoyable pour les personnes qui ont arrêté tôt leurs études et qui, de ce fait, sont de deux à quatre fois plus fréquemment au chômage que les diplômés du supérieur. La France n'échappe pas à la règle puisque, en 2010, le chômage des adultes (25-64 ans) n'ayant pas dépassé le brevet des collèges atteignait 12,9 %, contre 4,9 %<sup>1</sup> pour les diplômés de l'enseignement supérieur. On remarque que certains pays, qui ont des performances bien meilleures en termes de chômage sont moins bien placés que la France en ce qui concerne le chômage des non-qualifiés. Ainsi, ces adultes en Allemagne subissent un taux de chômage plus élevé que leurs homologues français (15,9 % en 2010)<sup>2</sup>. Autrement dit, l'Allemagne, très inclusive pour les diplômés de niveau bac ou bac+2, souvent passés par la voie de l'apprentissage, exclut elle aussi massivement les sans-diplôme.

La situation ne serait donc pas si alarmante si la France ne comptait pas une proportion particulièrement forte d'adultes non diplômés (30 % des actifs de plus de 25 ans n'ont pas dépassé le niveau du brevet des collèges contre 14 % en Allemagne et 25 % en moyenne dans l'Union européenne)<sup>3</sup>. Sans surprise, c'est parmi les tranches d'âge les plus

---

1. OCDE, *Perspectives de l'Emploi*, 2012.

2. *Ibid.*

3. OCDE, *Regards sur l'Éducation*, 2011.

élevées que la France creuse l'écart à son détriment<sup>4</sup>. Le problème français n'est donc pas que le marché du travail serait plus difficile qu'ailleurs pour les non diplômés, mais que notre pays compte une proportion beaucoup plus forte de ces travailleurs. Et sauf à imaginer que nous serions capables en quelques années de requalifier massivement les actifs les plus âgés et de porter remède ainsi à plusieurs décennies de formation initiale insuffisamment démocratisée, il faudra bien « faire avec », prendre comme une donnée leur faible niveau de formation initiale et agir en conséquence.

La deuxième caractéristique, c'est la durée passée au chômage, même en période d'embellie économique. À niveau de chômage donné, une situation dans laquelle le « taux de rotation » des chômeurs est élevé est certainement préférable à celle où les chômeurs s'enferment dans une trappe dont ils ne sortent plus. De ce point de vue, la France se distingue malheureusement par une proportion particulièrement élevée de chômeurs de longue durée – ceux qui sont au chômage au moins douze mois consécutifs sans aucune reprise d'emploi –, de l'ordre de 40 %, supérieure de 10 points à la moyenne de l'OCDE. Cette proportion est à peu près constante depuis quinze ans et les épisodes de croissance ne parviennent pas à « mordre » sur cette composante du chômage.

Le troisième et dernier fait marquant est la nature très récurrente du chômage. Pour ceux qui ont la chance de retrouver un emploi, la probabilité de retourner rapidement au chômage est extrêmement forte et la trajectoire « normale » consiste alors à alterner pendant plusieurs années des périodes de travail et de chômage. Le chômage ne touche en définitive qu'une minorité de nos concitoyens. Mais pour ceux qui sont concernés, il n'est pas qu'un simple accident de parcours et se traduit par une descente aux enfers, une sorte de relégation sociale dont on se remet difficilement.

C'est pourquoi le meilleur indicateur permettant de prévoir si telle ou telle personne risque de se retrouver au chômage est sa situation

---

4. Ainsi, la proportion de titulaires d'un diplôme égal ou supérieur au deuxième cycle du secondaire dans la population s'élève à 55 % en France contre 83 % en Allemagne dans la tranche d'âge 55-64 ans. L'écart est encore massif pour la tranche 45-54 ans (64 % en France contre 86 % en Allemagne). Il est toutefois rassurant de constater qu'il se résorbe pour les générations les plus récentes, jusqu'à s'annuler pour les 25-34 ans : 84 % en France contre 86 % en Allemagne (Source : OCDE, *Regards sur l'Éducation*, 2011).

passée vis-à-vis du chômage. Avoir déjà connu un tel épisode est le plus sûr moyen d'en connaître de nouveaux dans les mois ou les années suivantes. Afin de prendre en compte ce phénomène de récurrence, peut-être plus inquiétant que le seul chômage de longue durée proprement dit, Pôle emploi a étudié la population des demandeurs d'emploi inscrits durant au moins 12 mois sur les 18 derniers mois. Il ressort de cette étude qu'en décembre 2010, 51,5 % des demandeurs d'emplois inscrits se trouvaient dans cette situation<sup>5</sup>. Cette proportion résulte tout naturellement du fonctionnement très clivant du marché du travail français : 80 % des chômeurs qui retrouvent un emploi le font sous statut de CDD ou en intérim. Cette situation ne serait pas si dommageable si ces formes particulières d'emploi étaient un tremplin vers l'emploi stable et, partant, permettaient d'éviter durablement le retour vers le chômage. Malheureusement, nous nous distinguons de nos voisins européens par un taux de transformation très faible des CDD en CDI, ce qui tend à enfermer les chômeurs dans un cycle d'emplois précaires et de chômage<sup>6</sup>. Si, facteur aggravant, le chômeur est âgé de plus de 50 ans et est peu ou pas qualifié, ses chances de retrouver un emploi stable sont quasiment nulles.

Au-delà du seul niveau, très médiatisé, du chômage français, les données montrent donc combien celui-ci est générateur d'inégalités. Inégalités monétaires à un instant donné, bien sûr, mais surtout inégalités des chances, inégalités face à la capacité de rebondir en cas de revers professionnel. Aucun système redistributif, aussi développé soit-il, n'est en mesure de compenser les inégalités générées par un chômage de masse ayant ces caractéristiques.

### ***Le plancher des 8 %***

Un chômage de masse qui ne se résorbe pas spontanément, une croissance affaiblie et qui, même lorsqu'elle repart, est impuissante à recréer des emplois en grande quantité, voilà une situation typique de nombreux pays de l'OCDE. Pour rendre compte de cette situation

---

5. « Les chômeurs de longue durée en décembre 2010 : ancienneté, récurrence et situation au regard de l'emploi », *Repères & Analyses*, n° 3, juillet 2011.

6. Commission européenne, *Indicators for monitoring the Employment Guidelines including indicators for additional employment analysis*, juillet 2010.

LA « LIGNE MAGINOT » DE LA PROTECTION DE L'EMPLOI . . . . .	111
Protection de l'emploi en France, mythes et réalités. . . . .	112
Restructurations et emploi: un enjeu essentiel. . . . .	115
Formalisme du droit des licenciements collectifs . . . . .	116
Misère de l'anticipation. . . . .	122
Pauvreté du reclassement . . . . .	124
Les vertus de la flexibilité interne . . . . .	126
L'EMPLOI EN MANQUE DE RÉGULATION . . . . .	133
Un enjeu essentiel. . . . .	134
Quarante années d'échecs . . . . .	137
La loi Larcher ou la bénédiction donnée au dialogue social en matière d'emploi . . . . .	140
2007-2009: Des négociations très prometteuses mais inabouties . . . . .	142
Des acteurs sociaux trop faibles et atteints par le virus de l'institutionnalisation . . . . .	146
Accord du 11 janvier 2013: un accord « historique »... ? . . .	152
ET SI L'ON INVERSAIT VRAIMENT LA COURBE DU CHÔMAGE?. . . . .	157
Réformer le SMIC . . . . .	158
Réformer l'indemnisation du chômage . . . . .	159
Réformer la politique de l'emploi . . . . .	164
Définir les contours d'une <i>flexicurité</i> « à la française » . . . . .	168
Réformer la régulation de l'emploi . . . . .	172
Dépenser moins pour taxer moins . . . . .	179
CONCLUSION . . . . .	183
REMERCIEMENTS . . . . .	187

Bertrand Martinot

**Chômage :**  
**inverser la courbe**

MANTOBA /  
LES BELLES LETTRES

Cette édition électronique du livre  
*Chômage : inverser la courbe* de Bertrand Martinot,  
a été réalisée le 17 octobre 2013  
par la société d'Édition Les Belles Lettres.  
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage  
(ISBN 978-2-251-44907-4).

ISBN PDF 978-2-251-90031-5